



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 15 au 19 juin 2026

Faits saillants

- Japon : la Banque du Japon relève son taux directeur à 1 %, plus haut depuis 1995
- Le G7 endosse l'initiative japonaise de sécurisation des approvisionnements en minerais critiques
- Corée du Sud : Séoul crée la *Korea-U.S. Strategic Investment Corp. (KUSSIC)* pour piloter 350 Mds USD d'investissements stratégiques aux États-Unis

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 19/06	Var. vs. 12/06
USD/JPY	161,3	+0,57 %
USD/KRW	1 528	+0,33 %
Nikkei 225	71 250 pts	+7,92 %
KOSPI	9 052 pts	+11,43 %
JGB 10 ans	2,654 %	+3 pbs
KTB 10 ans	4,185 %	-2,1 pbs

Japon

Macroéconomie

Politique monétaire | La Banque du Japon (BoJ) a relevé le 16 juin son taux directeur de 25 points de base, pour le porter à 1 %, son plus haut niveau depuis 1995. Adoptée par 7 voix contre 1 lors d'une réunion présidée par le Sous-gouverneur Ryozi Himino, en l'absence pour raisons de santé du Gouverneur Kazuo Ueda, cette décision répond au risque qu'un choc énergétique prolongé se diffuse plus largement dans les prix. Si l'inflation core (hors produits frais) est récemment revenue autour de 1,5 % sous l'effet des mesures de soutien gouvernementales, la BoJ estime que l'inflation sous-jacente se rapproche de sa cible de 2 % et souligne la transmission rapide du renchérissement du pétrole aux prix de gros. Les prix à la production ont ainsi augmenté de +6,3 % en glissement annuel (g.a.) en mai, leur progression la plus forte depuis mars 2023. Le contexte intérieur demeure néanmoins résilient, avec des salaires réels en progression de +1,9 % en avril et une croissance de +0,5 % au 1^{er} trimestre 2026, soit +1,8 % en rythme annualisé. Largement anticipée, la hausse de taux n'a pas soutenu le yen, passé de 160,1 JPY à 160,3 JPY juste après la décision de politique monétaire avant de clore cette semaine au-dessus de 161 JPY pour 1 USD. L'écart avec le taux directeur de la Réserve fédérale américaine – maintenu dans la fourchette cible [3,50 % - 3,75 %] le 17 juin, ce qui a

participé à l'appréciation du dollar US – demeure compris entre 250 et 275 points de base, conduisant le gouvernement à réaffirmer sa disponibilité à intervenir de nouveau sur le marché des changes. La BoJ poursuivra parallèlement la réduction de ses achats de JGBs de 200 Mds JPY (1,1 Md EUR) par trimestre jusqu'en mars 2027, avant de stabiliser ses achats mensuels autour de 2 000 Mds JPY (10,8 Mds EUR) à compter d'avril 2027. Selon les estimations de *Mizuho Research & Technologies*, cette hausse du taux directeur pourrait procurer un gain net d'environ 1 000 Mds JPY (5,4 Mds EUR) aux ménages japonais, soit près de 20 000 JPY (109 EUR) par foyer et par an. Ce gain net s'explique par le fait que l'augmentation des revenus tirés de l'épargne et des placements financiers dépasse, au niveau agrégé, le surcoût supporté par les emprunteurs du fait de la remontée des taux. Cet effet agrégé masque toutefois de fortes disparités générationnelles : les ménages de 70 ans et plus bénéficieraient d'un gain annuel moyen de 42 000 JPY (227 EUR), tandis que ceux âgés d'une trentaine d'années enregistreraient une perte moyenne de 21 000 JPY (113 EUR), en raison d'une plus forte exposition aux prêts immobiliers à taux variable. La normalisation monétaire pourrait ainsi accentuer les écarts patrimoniaux entre générations.

Climat des affaires | L'enquête *Reuters Tankan* de juin a confirmé une amélioration du climat des affaires au Japon. L'indice de confiance des industriels a crû de 5 points, pour atteindre +13, retrouvant son seuil de février, avant le conflit au Moyen-Orient. Cette amélioration est portée par la reprise du cycle des semi-conducteurs, qui soutient notamment la chimie et la métallurgie, tandis que les secteurs les plus exposés aux tensions énergétiques demeurent pénalisés. L'indice des non-industriels a également gagné 3 points, à +32, soutenu par la vigueur de la consommation, de la construction et des services. Les perspectives restent toutefois plus incertaines : l'enquête anticipe une stabilité de la confiance dans l'industrie, mais une nette dégradation dans les services d'ici septembre, les entreprises citant les contraintes d'approvisionnement et l'attentisme des clients face aux incertitudes persistantes au Moyen-Orient.

Secteur financier

Marché obligataire | Les investisseurs étrangers ont été vendeurs nets de JGBs de très longue maturité en avril, pour la première fois depuis 2024. Cette tendance semble se poursuivre, avec des sorties cumulées de 1 570 Mds JPY (8,5 Mds EUR) sur les deux premières semaines de juin, principalement sur le segment super-long. Ce mouvement intervient alors que les rendements des JGBs ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs décennies et que les obligations à 30 ans offrent, une fois le risque de change couvert, un rendement supérieur à celui des titres américains comparables. Plusieurs grands gestionnaires internationaux demeurent toutefois sceptiques quant à la capacité de la Banque du Japon à poursuivre la normalisation monétaire dans un contexte de politique budgétaire expansionniste, ce qui alimente la volatilité du yen et maintient une prime de risque sur les maturités longues. À l'inverse, les investisseurs institutionnels japonais ont acheté en mai pour 3 160 Mds JPY (17,1 Mds EUR) d'obligations étrangères, un record depuis 2005, tout en réduisant leur exposition aux actions étrangères, profitant à la fois de la hausse des taux américains et de la faiblesse du yen.

Marché boursier | Le *Nikkei 225* a poursuivi son *rallye*, franchissant pour la première fois les seuils des 70 000 puis des 71 000 points en séance les 16 puis 18 juin, portant sa progression à plus de 40 % depuis le début de l'année. Les marchés ont favorablement accueilli la hausse de taux de la Banque du Japon, perçue comme compatible avec le maintien de conditions financières accommodantes. La progression demeure tirée par les valeurs liées à l'intelligence artificielle et aux semi-conducteurs, notamment *Advantest*, *Tokyo Electron* et *Lasertec*, mais s'étend désormais à une part croissante de la cote japonaise, portée par des flux d'investissement soutenus et un phénomène de rattrapage des valeurs jusque-là délaissées.

Des signes de surchauffe persistent toutefois : l'écart du *Nikkei 225* à sa moyenne mobile à 200 jours dépasse 30 %, son plus haut niveau depuis 2013, bien au-delà du seuil généralement associé à une situation de surachat.

Secteurs non financiers

Énergie & minerais critiques – G7 | À l'occasion du sommet des dirigeants du G7 d'Évian (les 15 et 16 juin), la Première ministre Sanae Takaichi a plaidé pour un renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement stratégiques, en proposant la mise en place de mécanismes coordonnés de stockage de minerais critiques au sein du G7. Cette proposition a été reprise dans la déclaration commune des chefs d'État, prévoyant un échange d'informations et de bonnes pratiques via l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Sanae Takaichi a aussi appelé les pays à renforcer leurs réserves pétrolières stratégiques nationales en coopération avec l'AIE. Ces priorités ont été reprises dans plusieurs échanges bilatéraux tenus en marge du sommet, notamment avec les dirigeants du Royaume-Uni, d'Italie et du Brésil. Dans le prolongement de l'initiative *POWER Asia*, ces propositions traduisent la volonté du Japon de porter au niveau du G7 les instruments de sécurité des approvisionnements en minerais critiques et en énergie, que le pays promeut déjà en Indopacifique. Elles permettront également de mettre à profit l'expertise technique de la *Japan Organization for Metals and Energy Security* (JOGMEC) dans la conception, la mise en place et la gestion de ce type de réserve. À plus long terme, le développement de capacités de stockage coordonnées pourrait accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales et limiter la volatilité des prix des ressources énergétiques et en minerais critiques, dont le Japon demeure dépendant des importations.

Modèles avancés d'IA | La Ministre des Finances, Satsuki Katayama, a exprimé ses préoccupations quant aux conséquences potentielles pour la cybersécurité de la suspension de l'accès à plusieurs modèles avancés d'intelligence artificielle (IA) développés par l'entreprise américaine *Anthropic*. Le 12 juin, l'administration américaine a ordonné la restriction de l'accès aux modèles *Mythos 5* et *Fable 5* pour les ressortissants étrangers, à la suite de révélations montrant que ce dernier pouvait être contourné afin d'accéder à des capacités avancées de détection et d'exploitation de vulnérabilités informatiques, mettant ainsi en danger la sécurité nationale. Plusieurs grands établissements financiers japonais – dont les trois mégabanques *MUFG*, *SMFG* et *Mizuho* – avaient engagé des discussions en vue d'utiliser ces outils dans leurs dispositifs de sécurité. La Ministre a toutefois relativisé l'impact immédiat de cette décision, indiquant que des échanges étaient en cours avec les autorités américaines. Cet épisode illustre la dépendance croissante des acteurs japonais aux technologies d'IA développées à l'étranger pour la protection de leurs infrastructures critiques.

Cybersécurité | *SoftBank* a annoncé le développement de nouveaux services de cybersécurité destinés au marché japonais, en s'appuyant sur les modèles avancés d'*OpenAI*. L'objectif est d'accompagner les entreprises et opérateurs d'infrastructures critiques dans l'identification de vulnérabilités, l'audit de leurs systèmes d'information (SI) et le renforcement de leur résilience numérique. Cette initiative intervient dans un contexte de montée des préoccupations liées à l'usage de l'IA dans le domaine cyber. Elle s'inscrit également dans le prolongement des mesures prises par le gouvernement japonais, qui a demandé au printemps la réalisation d'un audit généralisé des SI des administrations publiques et a renforcé ses exigences en matière de résilience cyber pour les entreprises jugées stratégiques.

Corée du Sud

Macroéconomie

Investissements stratégiques aux États-Unis | Le gouvernement sud-coréen a annoncé le 18 juin la création de la *Korea-U.S. Strategic Investment Corporation* (KUSSIC), structure publique chargée de piloter le programme d'investissements de 350 Mds USD aux États-Unis prévu dans le cadre de l'accord économique conclu avec l'administration Trump II. Dirigée par l'ancien Vice-ministre du Commerce Jong-won Park, la KUSSIC sera responsable de l'identification, de l'évaluation et du suivi des projets retenus. L'enveloppe comprend 200 Mds USD destinés aux infrastructures et aux industries stratégiques, ainsi que 150 Mds USD consacrés à la construction navale. Les projets devront démontrer leur viabilité économique et leur capacité à générer des revenus suffisants pour rembourser les financements mobilisés. Aucun projet n'a toutefois encore été définitivement validé, les discussions techniques avec l'administration américaine se poursuivant. Les secteurs de l'énergie, du GNL, des matériaux avancés et des batteries figurent parmi les principaux bénéficiaires potentiels.

Secteur financier

Marché boursier | Le KOSPI a franchi pour la première fois le seuil des 9 000 points le 18 juin, atteignant un nouveau record historique à 9 064 points. L'indice a ainsi plus que doublé depuis le début de l'année, faisant de la Place sud-coréenne l'une des plus performantes parmi les grandes économies avancées. Cette progression repose essentiellement sur l'envolée des valeurs technologiques liées à l'IA, en particulier *Samsung Electronics* (+175 % depuis le début de l'année) et *SK Hynix* (+300 %), dont le poids combiné représente désormais près de la moitié de l'indice. Par ailleurs, les réformes engagées par le gouvernement pour améliorer la valorisation des sociétés cotées soutiennent également les flux d'investissement. La concentration croissante de la hausse sur un nombre limité de valeurs et l'ampleur des gains enregistrés alimentent toutefois des interrogations sur le risque d'une correction technique – potentiellement forte – à court terme.

Secteurs non financiers

Innovation | Les 18 et 19 juin, Séoul a accueilli la 8^e édition de *NextRise*, principal salon sud-coréen consacré à l'innovation et aux start-ups, dont la France était cette année le pays invité d'honneur. L'Ambassade de France en République de Corée et l'ensemble de la *Team France* ont organisé une présence renforcée par le biais d'une *French Innovation Zone* réunissant 20 start-ups et 7 entreprises françaises. Une séquence dédiée à l'innovation française a permis de mettre en avant les atouts de notre écosystème technologique et le dynamisme croissant des coopérations franco-coréennes dans les secteurs de l'IA, du quantique, de l'industrie avancée et des technologies numériques. Cette participation s'inscrit dans la stratégie de renforcement des partenariats technologiques entre la France et la Corée du Sud dans les domaines d'innovation à forte valeur ajoutée.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr